**ARRÊTÉ PORTANT NOMINATION DE CIVILITE PRENOM NOM**

**aux fonctions de secretaire general de mairie**

 **À temps** **NON complet (****.. H .. MIN/ 35 H)**

MonsieurMadamele Maire,

Nom de la collectivité,

VU, le code général de la fonction publique,

VU, le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-19-1,

VU, la loi n°2023-1380 du 30/12/2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie, notamment son article 1,

VU, la délibération du Conseil en datedu jj/mm/aaaa portant création du poste d’grade à temps non complet (.. H .. MIN/ 35 H), pour exercer les fonctions de secrétaire de mairie,

Si agent fonctionnaireVU, l’arrêté en date du jj/mm/aaaa portant avancement d'échelon de Civilité Prénom NOM, au ........... de son grade ................., à compter du jj/mm/aaaa,

Si agent contractuelVU, le contrat à durée déterminée/indéterminée en date du jj/mm/aaaa recrutant Civilité Prénom NOM, sur un poste d’ ................. à compter du jj/mm/aaaa,

Considérant que le nombre d’habitants de Nom de la collectivité est inférieur à 3 500 habitants,

Considérant qu’aucun agent n’exerce les fonctions de directeur général des services,

et qu’il y a lieu de désigner conformément à l’article L. 2122-19-1, un agent aux fonctions de secrétaire général de mairie,

# ARRÊTE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ARTICLE 1 :** |  | À compter du jj/mm/aaaa(01/01/2024 pour les agents occupant les fonctions de secrétaire de mairie avant le 01/01/2024 OU la date de recrutement pour les agents recrutés après le 01/01/2024), Civilité Prénom NOM, née Nom de jeune fille le cas échéant, est nommée aux fonctions de secrétaire général de mairie à temps non complet (.. H .. MIN/ 35 H). |
|  |
|  |
| **ARTICLE 2 :** |  | Ampliation du présent arrêté sera transmise à :- L’agent Comptable de la Collectivité,- Monsieur le Président du Centre de Gestion de la FPT de la Manche,- L’agent. |
|  |  |  |

MonsieurMadamele Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le : ............................. Fait à lieu, le ....................

L’agent, MonsieurMadamele Maire

Prénom NOM Prénom NOM